

ITA

BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL
Gén. 50 - Français 17
2^{ème} année - mars 1978
Prix: 10 FB
Abonnement Annuel
Belgique: 100 FB
Etranger: 200 FB

LE GOUVERNEMENT D'ECEVIT CEDA AU FMI ET DEVALUA LA LIRE TURQUE

ANKARA (ITA) - Quoiqu'il revendique, dans le programme gouvernemental, une politique économique et financière indépendante, le nouveau Premier Ministre Ecevit céda aussi au Fonds Monétaire International (FMI) et dévalua très fortement la lire turque d'environ 30%, apparemment pour équilibrer l'énorme déficit commercial de la Turquie.

Le gouvernement précédent, celui de Demirel, fut impliqué dans de longues négociations avec le FMI, mais au moment de sa chute, le 31 décembre, il n'avait pas conclu de convention, qui aurait inclus une forte dévaluation.

En fait, déchirée économiquement, la Turquie doit faire face à la période la plus difficile de son histoire récente et le gouvernement d'Ecevit est probablement placé devant le test le plus grave qui décidera de son destin.

Avec un manque croissant de devises étrangères, la Turquie se trouve actuellement devant l'obligation de rembourser immédiatement 650 millions de dollars et de 340 millions, le mois prochain.

La dette étrangère de la Turquie est de 12.7 milliards de dollars et des rapports de presse prétendent qu'elle pourrait atteindre 15.7 milliards de dollars en comptant les intérêts.

Le gouvernement d'Ecevit a été obligé de prendre des mesures immédiates pour sortir du cyclone économique qui a donné un coup terrible au prestige de la Turquie, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, et qui force les citoyens turcs alarmés à voir l'avenir sous un jour très sombre.

Au lieu de chercher de nouvelles possibilités qui peuvent être obtenues en brisant les chaînes de la domination impérialiste sur la Turquie, le Gouvernement d'Ecevit, lui aussi, a préféré une solution dans le cadre de l'ordre impérialiste.

./.

A présent, on attend la reprise prochaine des négociations entre la Turquie et le FMI au sujet de l'approbation des crédits étrangers à la Turquie, après un refus de toute une année, résultant de l'incapacité de la Turquie de payer ses dettes.

Le gouvernement d'Ecevit espérait aussi une augmentation des envois d'économies par les travailleurs émigrés et l'estimait à 1.200 millions de dollars. Mais cet espoir fut déçu par une étude récente du Ministère des Finances constatant que le type de dépenses des travailleurs avait changé dans les dernières années et qu'il fallait s'attendre à moins d'économies.

Pour surmonter les problèmes graves, le gouvernement turc annonça pour la mi-février, quelques autres mesures telles que restrictions des importations, limitation pour les citoyens Turcs des voyages touristiques à l'étranger et prélèvement de garanties sur les taux de change de devises étrangères.

Mais toutes ces mesures sont très loin d'avoir protégé les masses laborieuses des effets néfastes d'une inflation provoquée par la dévaluation.

Immédiatement après la dévaluation, la montée des prix commença. En premier lieu, les prix des produits pétrochimiques et du fer et de l'acier furent augmentés de 47 à 70%. Du fait que ce sont des matières premières, les biens de consommation commencèrent tout de suite à être affichés à des prix dépassant d'environ 70% les prix normaux.

Abdullah Bastürk, Président de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK), et du Comité Exécutif du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) critiquaient les décisions économiques du Gouvernement, déclarant qu'elles servaient les intérêts d'une poignée de capitalistes et mettaient de nouveaux fardeaux sur les épaules des travailleurs.

(O-V-M-G-DG-ET-15/3)

MECONTENTEMENT D'ECEVIT QUANT A L'ATTITUDE DES USA

ANKARA (ITA) - La conférence au sommet des leaders turcs et grecs se termina par une attaque du Premier Ministre turc Ecevit contre l'administration Carter.

Ecevit le Premier grec Caramanlis signalèrent que leur meeting avait établi un "dialogue amical et sincère" qui serait maintenu à un niveau élevé pour supprimer les dissensions et rétablir des relations amicales entre les deux alliés de l'OTAN.

Mais Ecevit exprima un désappointement amer à l'égard des USA qu'il accusa d'avoir provoqué ce qu'il qualifia de "surprise négative au sein de conversations amicales et constructives". Il se référait à une déclaration faite deux jours avant par le Secrétaire d'Etat des USA, Cyrus Vance, et liant la levée de l'embargo d'armes des USA vers la Turquie à l'issue des entretiens de Montreux et à la politique turque dans la question de Chypre.

Le Premier Ministre turc déclara que l'administration des USA, en blâmant le Congrès, était responsable de l'arrêt de l'aide militaire à la Turquie.

Ecevit déclara qu'il avait été si mécontent que, au cours de ses entretiens avec Caramanlis, il avait envoyé à Washington une note dans laquelle il menaçait de "réviser de nombreux points de notre politique" à l'égard des USA. Le Premier turc sentait apparemment que les USA essayaient de l'amener à faire des concessions, et il réagit en adoptant une ligne dure, déclarant "Je ne désire qu'une chose des USA; qu'ils se tiennent à l'écart et ne jettent pas d'ombre".

Les paroles emportées d'Ecevit donnèrent lieu à Ankara à des conjectures envisageant que la Turquie pourrait refuser d'assister à Washington, en mai, à une assemblée de l'OTAN des chefs des gouvernements; refus qui serait suivi de la révision de la contribution de la Turquie à l'alliance si aucun pas n'était effectué au cours du mois prochain pour faire passer au Congrès l'accord de défense. Ecevit avertit: "Dans la question de sa défense nationale, la Turquie n'est pas sans alternative."

La convention s'engage à consacrer un milliard de dollars en aide militaire à la Turquie pour une période de quatre ans en échange de bases américaines sur le territoire turc.

Néanmoins, l'opposition socialist en Turquie trouvait la réaction d'Ecevit superficielle.

Le Secrétaire Général du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) Nihat Sargin déclara: "Du point de vue des intérêts vitaux de la Turquie, ni la levée de l'embargo, ni l'approbation de la convention de défense ne sont acceptables. Par la ratification de la convention de défense, le gouvernement turc donnera aux USA de nouveaux privilèges contraires à la souveraineté nationale de la République turque. Au lieu de la ratifier, l'Assemblée Nationale turque devrait rejeter cette convention. La sécurité nationale de la Turquie ne peut être assurée que par la politique de non-alignement, contre tous les blocs militaires, et par une stratégie nationale visant uniquement à la défense de la patrie."

D'autre part, l'ex-colonel Alparslan Türkeş, leader du Parti d'Action Nationaliste (MHP), néo-fasciste, principal responsable de la violence politique en Turquie, accusa Ecevit d'avoir mal interprété la déclaration de Cyrus Vance et d'avoir détérioré les relations entre les USA et la Turquie, et il réaffirma sa mission de défendre les intérêts des USA en Turquie. (O-DN-DG-ET-17/3)

LES SOCIO-DEMOCRATES EUROPEENS MANIFESTENT LEUR SOLIDARITE AVEC ECEVIT

ANKARA (ITA) - Comme les relations entre les gouvernements de Turquie et des Etats Unis deviennent tendues, les partis socio-démocrates européens manifestent leur solidarité et leur soutien à l'administration d'Ecevit.

Le 20 février 1978, Ecevit reçut une délégation de parlementaires socialistes du Parlement Européen conduite par le leader du Groupe, Ludwig Fellermaier. La délégation remit un message spécial du leader social-démocrate allemand Willy Brandt à Ecevit. Fellermaier affirma: "C'est une preuve de la grande importance que Willy Brandt attribue au Premier Ecevit que d'avoir envoyé ce message par courrier spécial."

Fellermaier dit à Ecevit que leur visite en Turquie était le fruit de l'étroite collaboration entre le Parti Républicain du Peuple (CHP) et les partis socio-démocrates européens. "Nous sommes conscients de notre responsabilité dans la pleine exécution de l'accord d'association signé entre la Turquie et la Communauté européenne. Les parlementaires du Groupe socialiste du Parlement Européen peuvent jouer un rôle actif en développant des liens entre la CEE et la Turquie."

Le Premier Ecevit exprima aussi sa gratitude de recevoir la délégation si peu de temps après sa venue au pouvoir: "Actuellement, nous examinons les études initiales qui nous permettront de surmonter les graves problèmes économiques. Après cela, nous reprendrons sérieusement nos relations avec la CEE. Quand nous atteindrons ce stade, nous croyons que nous recevrons une assistance importante de nos amis Socio-démocrates d'Europe". (C-V-DN-DG-ET-24/3)

LES DIRIGEANTS ET LES INTELLECTUELS SOCIALISTES CONTINUENT A ETRE PERSECUTES

ANKARA (ITA) - En dépit des promesses d'Ecevit de respecter les droits de l'Homme, les dirigeants socialistes et les intellectuels progressistes sont encore arrêtés et traduits devant les tribunaux.

Récemment, Mme Bohice Boran, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a été convoquée au bureau du procureur d'Istanbul pour être interrogée. Le délit reproché était "la diffusion de propagande communiste". Cependant, Mme Boran a refusé de se rendre à l'interrogatoire déclarant que la seule personne qui peut intenter des poursuites contre un parti politique est le Procureur Général de la République.

Madame Boran est aussi accusée d'avoir fait l'éloge de la résistance des travailleurs du 16 juin 1970.

D'autre part, le Parti Travailleurs de Turquie (TEP) avec son chef M. Mahri Belli et d'autres dirigeants a été déféré devant un tribunal pour avoir violé l'Acte des Partis Politiques. M. Belli est aussi accusé d'avoir diffusé le communisme lors d'une interview qu'il avait donné au journal grec Ta Teu.

Le 18 février 1978, à Kayseri, Suat Uzunlu qui vendait le journal Kurtuluş a été arrêté et inculpé de diffusion du communisme.

Le 25 février 1978, la Justice de Paix d'Istanbul a décidé de confisquer l'édition turque de l'ouvrage de G. Politzer, "Principes fondamentaux de Philosophie".

Le 28 février 1978, Recep Maragli, éditeur à la maison de publication Komal a été arrêté pour avoir publié un livre appelé "Lettre ouverte au Président de la République". Tous les exemplaires du livre ont été confisqués.

Le 3 mars 1978, l'écrivain Rasih Nuri İleri a été traduit devant la justice pour "avoir diffusé le communisme dans un livre appelé Libération".

Le 13 mars 1978, Mustafa Yıldırım Türk, éditeur du périodique "Halkın Kurtuluşu" a été jugé 8 fois en un jour pour "avoir diffusé le communisme dans différents articles publiés dans son journal". Il est encore actuellement en état d'arrestation sous 18 inculpations différentes.

Le fait que de nombreux intellectuels soient encore en prison pour leurs opinions politiques provoque des incidents. Tout récemment, 408 prisonniers de la prison d'Adana et 1501 prisonniers de la prison de Buca à Izmir ont fait une grève de la faim en exigeant une amnistie générale pour tous les prisonniers et détenus politiques.

(C-M-DN-DC-ML-26/3)

**LES "LOUPS GRIS" ONT COMMENCE DES MASSACRES SANGLANTS;
LES TRAVAILLEURS PROTESTENT CONTRE L'ESCALADE DE LA TERREUR FASCISTE,
CENTAINES DE TRAVAILLEURS SONT DETENUS POUR CETTE PROTESTATION**

ANKARA (ITA) - Malgré l'arrivée au pouvoir du gouvernement social-démocrate d'Ecevit il y a deux mois, la terreur sanglante que font régner les organisations de tendance fasciste continue sans interruption partout en Turquie et les mesures prises par le gouvernement sont insuffisantes.

Le 16 mars 1978, les extrémistes de droite ont jeté une bombe sur les étudiants de l'Université d'Istanbul alors qu'ils quittaient les locaux. Six personnes ont été tuées. Quatre jours plus tard, les cadavres de 5 travailleurs, apparemment torturés étaient retrouvés dans les faubourgs d'Istanbul.

Ce sont les événements les plus tragiques depuis les combats politiques qui ont eu lieu le 1er mai et ont tués 37 personnes.

En signe de protestation contre ces massacres, des centaines de milliers de travailleurs affiliés à la DISK ont menés une grève de 2 heures le 20 mars dernier dans les principales villes du pays. Près de 1,5 million de travailleurs, professeurs, étudiants et employés gouvernementaux ont suivi cette grève qui a touché les moyens de transport, les bureaux et les usines.

Abdullah Bağtürk, Président de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK) a déclaré: "Bien que le pouvoir du Front Nationaliste ait pris fin, les éléments fascistes sont encore présents dans l'appareil de l'état et les cellules fascistes n'ont pas encore été supprimées."

La réponse du Premier Ecevit à la protestation de la DISK fut très étonnante. Il accusa la DISK d'avoir mené une action illégale et ajouta: "Ceux qui sont responsables de l'événement de ce jour ne bénéficieront pas de notre tolérance et subiront conséquences de ses actions dans les règlements de l'état démocratique".

Sur cette accusation d'Ecevit, le procureur de Bakırköy, où se trouve le siège de la DISK, a intenté des poursuites contre les dirigeants de la confédération, et certaines des travailleurs qui avaient participé à la grève ont été détenus.

Le mois dernier, deux centres locaux du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) à Istanbul ont été détruits à la suite de l'explosion de bombes. La maison du Président de l'Assemblée Nationale et le bâtiment du Conseil d'Etat ont été détruits par des explosions.

Au cours des 37 derniers jours, 51 personnes ont été assassinées pour des raisons politiques. Dès lors, le nombre d'incidents mortels depuis l'accession du gouvernement d'Ecevit atteint 104.

Ci-dessous, vous trouverez la liste des assassinats politiques les plus récents:

- 14 FEV: A Siirt, İbrahim Tüzün est abattu pendant un conflit armé.
A Izmir, le directeur de coopérative İsmet Kuşçu est frappé à mort.
- 15 FEV: Dans le district d'Elmadag, le travailleur Haşim Sabit est frappé à la tête et meurt.
- 17 FEV: Suite à une explosion dans le quartier Ümraniye (Istanbul) une personne non-identifiée meurt.
- 18 FEV: A Istanbul, le sergent Mehmet Bal est abattu alors qu'il retournait chez lui.
- 19 FEV: A Ankara, l'étudiant Özcan Demirkalb est abattu par la police.
A Elazığ, l'étudiant Ali Beltekin est abattu.
A Elazığ, Ali Rıza Keşar qui avait été grièvement blessé au cours d'un conflit politique meurt à l'hôpital.
- 20 FEV: A Siirt, Halil Ağcan est tué par des inconnus.
A Elazığ, Gülaga Diçici est abattu en retournant chez lui.
A Denizli, l'étudiant Ramazan Dogan est tué alors qu'il collait des affiches contre un mur.
- 22 FEV: A Istanbul, des inconnus dévalisent l'entrepôt du Monopole d'Etat et tue l'employé Mustafa Çelebi.
- 23 FEV: A Ankara, Mehmen Çakan qui avait été blessé en se présentant à une consultation médicale succombe à ses blessures à l'hôpital.
- 24 FEV: A Ankara, l'étudiant Mustafa Deniz est abattu.
A Gaziantep, l'étudiant Şeref Çubukçu est abattu.
Encore à Gaziantep, les "Loups Gris" font un raid sur un dortoir d'étudiants et tuent deux étudiants Ali Karakaya et Adil Demiröz.
- 3 MAR: Dans le district d'Elmalı, les "Loups Gris" attaquent l'Association de "Tous les Enseignants" et abattent l'étudiant Süleyman Erim et l'employé Ali Yahya Özkuyucu.
A Gaziantep, le travailleur Mehmet Karadan est tué dans un café lors d'une attaque des "Loups Gris".
- 4 MAR: A Ankara, le travailleur Osman Aslan est battu à mort.
A Ardahan, l'étudiant Davut Yagmur qui avait été blessé précédemment, succombe à ses blessures.
A Giresun, le muezzin Hasan Beyaz et İsmail Emekçi sont tués alors qu'ils quittaient la mosquée.
- 6 MAR: A Ankara, une petite fille âgée de 9 ans Emine Kışıkale est tuée alors qu'elle passait à proximité d'étudiants en train de se battre.
- 9 MAR: A Ankara, l'étudiant Abdullah Turgut est tué par des inconnus.
Même chose à Istanbul avec l'étudiant Mehmet Doğruyol.
A Izmir, Mustafa Gönen est tué pendant une bagarre entre étudiants.
- 10 MAR: A la prison d'état d'Iğdır, le gendarme Mehmet Sandemir est tué par des inconnus.
- 11 MAR: A Gaziantep, Nuri Öz et Hasan Aydın qui avaient été blessés précédemment meurent à l'hôpital.
A Ankara, Halim Ülker et Coşkun Keskin sont tués à coups de fusil.
Dans le district de Manyas, province de Balıkesir, Lütfü Acil est tué par la police.
A Malatya, les "Loups Gris" tuent Mehmet Korkmaz et Hasan Yasin.
A Adana, l'avocat Hasan Aydın qui avait été blessé meurt à l'hôpital.
A Izmir, même chose avec Hüsnü Kayıhan.
- 14 MAR: Dans le district de Maraş, province de Van, Ferzande Dogan, de la famille du maire, est tué au cours de l'attaque du maire.
- 15 MAR: Dans le district de Bucak, province de Burdur, Ahmet Aydın est pris dans une embuscade et est tué à coups de pierres et de bâtons.
- 16 MAR: Les "Loups Gris" jettent une bombe sur les étudiants de l'Université d'Istanbul et en tuent 6: Ahmet Turan Önen, Baki Enis, Abdullah Şimşek, Serpil Aksoy, Hatice Ören et Bülent Aker.
- 18 MAR: Les inconnus tuent 5 travailleurs en les torturant et ils jettent leurs cadavres dans un terrain vague. Les victimes: Bahir Bilge, Cevat Koca, Sinan Koca, Ömer Bayraktar et Salih Ulu.

LE PARTI OUVRIER DE TURQUIE ORGANISE UNE CAMPAGNE ANTI-OTAN

ISTANBUL (ITA) - A l'occasion du 29ème anniversaire de la formation de l'Alliance de l'OTAN, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) organise une campagne anti-OTAN de 3 semaines partout en Turquie.

La campagne se tiendra à partir du 4 avril 1978 jusqu'au 23 avril. Son principal slogan sera "pour l'indépendance nationale, non à l'OTAN".

Madame Behice Boran, Présidente du TIP a expliqué les raisons de cette campagne en ces termes: "À cette occasion, nous demanderons au Gouvernement de retirer la Turquie de l'OTAN. Une fois de plus, nous soulignerons que l'impérialisme et son outil d'agression militaire, l'OTAN, ont un caractère qui menace la paix mondiale et l'indépendance nationale de tous les pays. C'est le Parti Ouvrier de Turquie qui a commencé la première fois le débat à propos de l'OTAN, des accords mutuels d'aide militaire et des bases américaines. Pendant la campagne électorale de 1965, le TIP avait annoncé que 35 millions de mètres carrés du territoire turc étaient occupés. En son temps, cet argument suscita une réaction publique. Notre parti et d'autres organisations démocratiques firent de nombreuses manifestations à ce sujet. Les visites de la Sixième Flotte Américaine furent critiquées. Au cours de ces manifestations de protestation, notre parti donna son premier martyr, Vedat Demircioğlu."

La campagne anti-OTAN du TIP a reçu le soutien des organisations démocratiques de Turquie. (TIP-DG-ML-25/3)

ABONNEZ-VOUS AU BULLETIN D'AGENCE INFO-TÜRK

Vous savez que les Bulletins ITA sont publiés dans le but d'informer l'opinion mondiale des problèmes et des luttes du peuple de Turquie, et vous n'ignorez pas que ce travail ne peut être réalisé que grâce à des contributions modestes de nos lectures.

Cette contribution peut être soit en forme de l'abonnement annuel soit par nous envoyer vos propres publications en échange.

Nous espérons que vous remplirez ce formulaire et que vous voudrez bien nous le renvoyer le plus tôt possible afin que nous puissions vous assurer un service régulier de nos Bulletins.

NOM:

RUE:

LOCALITE

PAYS:

- ne désire pas recevoir le Bulletin ITA
- désire recevoir les Bulletins ITA (anglais-français-turc) et transfère la souscription annuelle au compte:
GOODIFF s.c. - CGER 001-0414791-95 - Bruxelles + BELGIQUE
- désire recevoir les Bulletins ITA (anglais-français-turc) en échange de ses propres publications.

ABONNEMENTS (pour chaque langue) : Pour la Belgique: 100 FB
Pour l'étranger : 200 FB